

"UE: un budget communautaire au rabais" dans Libération (6 avril 2006)

Légende: Dans un article du 6 avril 2006, le quotidien français Libération constate que bien qu'un accord ait pu être obtenu suite au trilogue du 4 avril 2006, entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission, les députés européens sont pourtant déçus.

Source: Libération. 06.04.2006. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"ue_un_budget_communautaire_au_rabais"_dans_liberation_6_avril_2006-fr-a5a89b0d-7bf1-4478-b315-71bd40c7fa97.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

UE: un budget communautaire au rabais

Les États membres n'ont accordé que 2 milliards d'euros supplémentaires

Strasbourg (UE) envoyé spécial

Le Parlement européen a mangé son chapeau: contre deux petits milliards d'euros supplémentaires accordés par les États membres, il a accepté, dans la nuit de mardi mercredi, après sept heures de négociation avec la présidence autrichienne de l'Union et la Commission, le budget communautaire 2007-2013. Loin des 12 milliards de rallonge que réclamaient les eurodéputés, l'enveloppe atteindra donc 864,4 milliards d'euros, soit un petit 1,05 % du produit intérieur brut (PIB) communautaire au lieu du 1,045 % difficilement concédé par les Vingt-cinq, lors du sommet de décembre dernier.

Une partie des députés européens avaient la gueule de bois, hier, en découvrant ce que les négociateurs ont accepté en leur nom. «*Une journée noire pour l'Europe*», selon le socialiste français Benoît Hamon. «*C'est très décevant*», estime l'UMP Alain Lamassoure (groupe PPE-DE), tout en reconnaissant qu'il était difficile d'obtenir plus: «*Celui qui paye commande. Or, comme le budget est financé par des contributions nationales et non par un impôt européen, la marge de manœuvre du Parlement est très réduite.*» Mais le 18 janvier, le ton du Parlement était nettement plus guerrier. Dans une résolution adoptée par 541 voix contre 56 et 76 abstentions, il rejetait les «*perspectives financières*», au motif qu'elles «*ne garantissent pas un budget communautaire apte à renforcer la prospérité, la compétitivité, la solidarité, la cohésion et la sécurité*» et qu'elles «*ne respectent pas les engagements pris à l'égard des nouveaux États membres*». «*Autant sur la directive Services, les députés européens ont su faire prévaloir l'intérêt européen, autant sur le budget, ce sont/es réflexes nationaux qui ont prévalu*», analyse Lamassoure. Les députés des pays qui contribuent le plus, comme les Allemands ou les Néerlandais, ainsi que ceux des pays de l'Est, pressés de toucher les fonds promis, ont pesé de tout leur poids pour que le Parlement n'entre pas dans une guerre de tranchées contre le Conseil européen. Le petit rab obtenu par les eurodéputés permettra tout de même d'augmenter le budget recherche et éducation.

En particulier, 30000 bourses Erasmus supplémentaires seront ainsi financées.

JEAN QUATREMER